

FRONT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN (FDPC)

COMMUNIQUE DE PRESSE N°04 /FDPC/02/06/2015

J'ai pris la résolution formelle de me taire, après le pseudo forum raté de **Bangui**, organisé avec un air de fatuité par ce groupe d'aventuriers qui ne veulent pas voir mon pays la **République Centrafricaine** sortir de cette longue et fatigable crise qui oxyde et martyrise de jours en jours le peuple.

Je voulais devenir un simple spectateur du jeu trouble et hideux que se livrent actuellement ceux qui ont la lourde responsabilité, devant l'histoire de mon pays, de sortir la **RCA** de cette imposture chimérique. Mais c'était sans compter sur vos multiples interpellations des horizons divers et multiformes, à rester un acteur privilégié, attentif et à l'écoute des cris et de la cause centrafricaine.

C'est d'ailleurs cette sollicitation légitime qui me vaut cette communication impérieuse et capitale car le **Front Démocratique du Peuple Centrafricain** est devenu aujourd'hui une « marque politique et militaire » qui est jaloux de son image.

Les récentes attaques perpétrées sur l'axe **Bouar-Garoua Boulai** ne sauraient être imputées au **FDPC** qui jusqu'ici joue un rôle majeur et prépondérant pour la préservation de la paix et l'intégrité des citoyens dans les différentes zones occupées par ses hommes et abandonnées par ce faible et maléfique gouvernement actuel. Je veux rappeler par cette communication, et qu'il soit su une fois pour toute, que le **FDPC** ne doit être ni de loin, ni de près assimilé aux bandes rebelles qui écument les no man's land créés et entretenues par la faiblesse politique et administrative des acteurs gouvernants de l'heure.

Est-il un secret que de dire que depuis le début de la crise en **RCA**, le pays est devenu un réceptacle, un vivrier et un dépôt d'armement ultra meurtrier à la portée de qui veut ? Qui me contredira si j'affirme que les armes se

sont fait livrer au millimètre carré près en **RCA** pendant ces durs jours d'épreuves ? Y'a-t-il une seule zone dans mon cher et brave pays où les armes n'ont pas circulé ?

D'ailleurs rien que sur l'axe **Bouar-Beloko**, on dénombre plus de sept groupes armés qui y opèrent et dont certains appartiennent ou sont financés et entretenus par des hauts dignitaires proches de l'actuelle **Présidente de Transition**. Il faut également citer des éléments de **Boko Haram** défaits au Nord du **Cameroun** et qui ont trouvé un terrain propice pour se faire du sang neuf.

Sur l'axe **Baboua-Abba-Biti(RCA)**, la majorité des bandits qui y opèrent sont des peuls de nationalité camerounaises qui attaquent, brûlent des villages et tuent des civils. Et il ne peut passer 72 heures sans que ces étrangers n'attaquent nos positions. Le **FDPC** détient suffisamment de preuves tant humaines que matérielles.

Et fort de ceci, je souhaite que la cabale lancée contre le **FDPC** s'arrête et l'audience des fatrasies qu'on lui fait également s'estompe ; car il ne s'agit pas d'une milice, ni d'une bande armée, mais d'un mouvement politico-militaire responsable et aguerri prêt à défendre le peuple centrafricain et qui, jusqu'ici, a su préserver les jeux des équilibres pour que la **RCA** ne s'enfonce pas plus que ce qui est déjà et ne disparaisse.

Le **FDPC** n'est pas né des derniers troubles. Il a existé indépendamment de la mauvaise foi manifeste de certains acteurs politiques, plus d'une décennie d'existence.

La recrudescence des échauffourées peut s'expliquer par l'échec de l'esprit du Forum de **Bangui**, car à la vérité, loin d'être une occasion de règlement de compte orchestrée par certains et de positionnement maléfique envisagé par d'autres, le **VRAIE FORUM** de **Bangui** aurait été une activité politique **INCLUSIVE**. Il était question de réunir tous les acteurs, sans distinction et sans discrimination de bord social, politique, ni religieux. La représentation de ces différents acteurs ne devait pas tenir compte des

critères discriminatoires comme cela l'a été pendant ce Forum arrangé et taillé sur mesure.

Actuellement, la politique de musèlement pratiquée à **Bangui** ne saurait donner ni refléter l'image politique de notre pays à l'extérieur.

Pourquoi nos fils et filles, investis de l'ambition de faire avancer leur pays doivent-ils être inquiété par des mesures dilatoires taillées à la grandeur des hommes et femmes du gouvernement actuel ? Il me semble que c'est la source d'un autre futur conflit, car comment vont-ils gérer ces frustrations dans l'avenir proche ? C'est l'expérience du terrain, du bureau et de la cosmogonie centrafricaine qui me permet d'exprimer ces quelques mots.

Par ailleurs, je réitère mon engagement militaire qui m'intime le devoir de ne combattre que lorsque la cause est noble et justifiable à savoir défendre le peuple, l'intégrité du territoire nationale et détruire l'illégalité, les abus, la supercherie, le clanisme, le tribalisme, le sectarisme, le régionalisme, les détournements des fonds publics etc.

Plusieurs fois nous avons tendus la main sans succès à ceux qui se disent investis du pouvoir divin d'assurer la transition en **RCA** (confère le communiqué de presse N°02/FDPC/01/05/2015 d'avant Forum). Plus pire, chaque fois qu'un évènement se produit, ils sont les premiers à accuser notre mouvement. S'ils ont des preuves, qu'ils les présentent ! Ce qui est incompréhensible, ils sont incapables de sécuriser **Bangui** la capitale du pays et sont prêt à crier pour des choses se produisant dans des régions dont ils n'ont même pas accès. Tout ceci pour montrer à l'opinion nationale et internationale qu'ils ont la maîtrise de la situation.

Si nous avons pris les armes s'est pour dire non à l'illégalité et donc défendre ce que le peuple centrafricain a choisi. Dans les zones sous nos contrôles, nous continuons à protéger sans ambiguïté la population centrafricaine. En aucun cas, nous allons tuer les centrafricains ni commettre sur eux des sévices quelconque. Depuis onze ans nous ne

l'avons pas fait ; ce n'est pas aujourd'hui que nous allons le faire. Si nous ne défendons pas ce peuple ; pourquoi alors prendre les armes !

J'en appelle donc aux autorités de Bangui, « investis des pouvoirs divins » pour gérer éternellement la transition, à contrôler leurs accusations à notre endroit et de cesser d'intimider ou de menacer nos représentants et sympathisants à Bangui et sur toute l'étendue du territoire national car n'est-ce pas là jouer avec le feu ! Ce sont les factures impayées de leur inefficacité politiques, sécuritaires et militaire que le peuple est en train de payer. Et même je me pose la question de savoir si cette situation n'est pas voulue et souhaitée par cette piètre transition pour non seulement agrandir la mangeoire mais prolonger et préparer le dilatoire politique ?

Le grand jour n'est plus loin ou centrafricaine et centrafricain marcheront bientôt tête haute, à l'abri de l'inconfort idéologique et des ambitions démesurées du « politiquement correct ».

Vivement que force revienne à l'Etat.

Fait-le le 2 JUIN 2015

Le Président du FDPC

Le Général de Division

Martin KOUMTA MADJI (Abdoulaye Miskine)

